

ÉDUCATION ET CULTURE DES ARTS DANS LE CHILI DE L'UNITÉ POPULAIRE. QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LES CONCEPTIONS PÉDAGOGIQUES CONTEMPORAINES ?



Il ne faut pas attendre l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire et de son président Salvador Allende pour voir émerger au Chili une nouvelle conception des arts, de la culture et de l'enseignement. Le mouvement de révolution culturelle internationale insufflé dans les années 1960 touche ce pays dont la longue tradition pédagogique repose sur un système fortement inégalitaire.

Et il y aura du travail pour tous



Cette inégalité a notamment été forgée sur les différences d'accès aux niveaux d'enseignement, les couches populaires n'atteignant en général que l'enseignement primaire, *la escuela primaria común*¹. Malgré la forte présence de l'État dans l'organisation publique de celle-ci, le niveau supérieur et universitaire reste entre les mains du secteur privé, le plus souvent soutenu par l'Église catholique. Certes, une conception démocratique et laïque parcourt l'idéal éducationnel chilien dès le XIX^e siècle, sur le modèle républicain français, mais dans les faits l'Église et la bourgeoisie économique gardent une mainmise idéologique sur la structure privée de l'enseignement, surtout supérieur, véritablement scindée en deux entités selon les classes à éduquer – l'Université catholique de Santiago sera l'un des bastions de l'opposition réactionnaire et du coup d'État contre le gouvernement d'Allende.

Destinées à maintenir et à reproduire un ordre social et économique, l'école et la culture sont jusqu'au milieu du XX^e siècle un soutien de l'hégémonie d'une élite bourgeoise et majoritairement catholique. Bien entendu, une laïcisation est prônée par une frange progressiste de la bourgeoisie libérale, mais l'éducation des couches populaires reste cantonnée, jusque dans les décennies 1950-1960, à un apprentissage sommaire de la lecture et de l'écriture en classe de primaire. C'est ce que montre notamment un rapport de Pedro Aravena Falcon, inspecteur provincial de l'éducation primaire, publié en 1945².

Tandis que le mouvement ouvrier se structure tout au long de la première moitié du XX^e siècle, dans un pays fortement marqué par le taux d'analphabétisme, des idées nouvelles commencent à circuler dès les années 1950, avec l'importation des pédagogies dites Montessori, Decroly et Dewey³. Comme de coutume, celles-ci sont le plus souvent réduites à une *doxa* pédagogue (le néologisme est volontaire), alors qu'elles défendent principalement la nécessité d'une expérimentation non dogmatique de méthodologies à construire en fonction de chaque conjoncture spécifique et de chaque profil d'apprenant. En outre, une idéologie importée des États-Unis continue de parcourir la conception pédagogique dominante au Chili dans les années 1960, à savoir celle d'une éducation au service de la modernisation, de la démocratie et du dynamisme capitaliste : science, technologie et rationalisation guident alors l'exigence d'une instruction de masse, portée par la démocratie chrétienne d'Eduardo Frei (1964-1970). Le Chili est, déjà à ce moment, tourné vers Chicago et ses élites économiques, que la junte militaire de Pinochet (1973-1989) accueillera avec force conviction. Si le gouvernement de Frei amène de nombreux jeunes issus des couches populaires vers les écoles, son système reste plutôt fondé sur une logique d'égalité des chances, et donc de méritocratie libérale, plutôt que sur un réel projet d'égalité de condition.

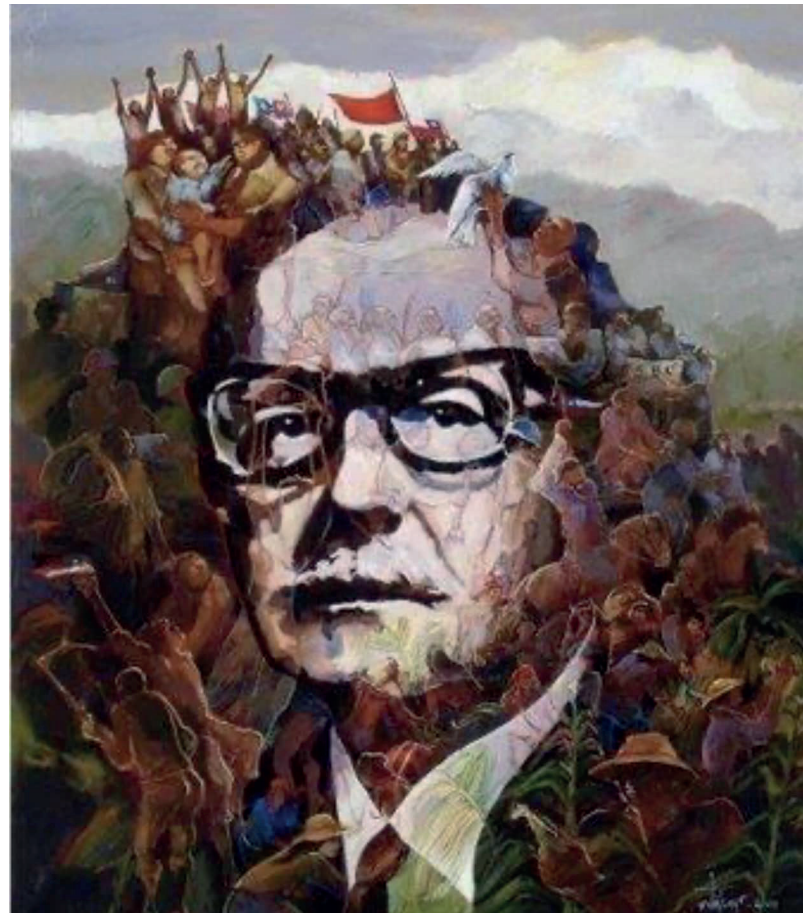


Par l'amélioration des systèmes de bourses et d'alimentation des cantines (via la *Junta Nacional de Auxilio escolar y Becas*), par le projet d'une gratuité scolaire intégrale et par la reconnaissance statutaire et symbolique⁴ des enseignants du secteur public, le gouvernement de l'UP (1970-1973) tente de répondre à cet idéal, tout en poursuivant les politiques éducatives insufflées par le gouvernement précédent. Selon Teresa Longo, c'est la radicalité du projet éducatif d'Allende, son *Escuela Nacional Unificada* (ENU), qui explique en partie l'hostilité grandissante des conservateurs et la déstabilisation dont fait l'objet son gouvernement de la fin de l'année 1972 à septembre 1973.

Conjointement à l'innovation pédagogique, des mouvements artistiques et culturels se déploient sous Frei et, plus encore, sous Allende en phase avec les mouvements ouvrier et étudiant. Leur ambition est de doter le prolétariat chilien (majoritaire dans la structure sociale, aux côtés des paysans) d'une culture propre et de penser son émancipation par l'auto-détermination – c'est la même volonté d'auto-détermination qui guidera les occupations et les nationalisations des entreprises, au sein desquelles les ouvriers veulent montrer leurs capacités de gouvernance, d'organisation et de gestion. Ainsi, le syndicalisme (tantôt réformiste, tantôt révolutionnaire), le muralisme pictural, la nouvelle chanson chilienne, la poésie lyrique engagée ou encore l'enseignement polytechnique couplé à une formation théorique constituent cinq des principaux piliers de cette nouvelle culture – autant politique, artistique que pédagogique – qui se développe des années 1960 au premier tiers des années 1970⁵.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE DES ANNÉES 1960

Dans *Chili 1970-1973*, Franck Gaudichaud montre que l'émergence de l'Unité populaire à la fin des années 1960 est le fruit d'un processus sociétal et politique bien plus profond, d'un « *renforcement d'une subjectivité collective mobilisatrice* »⁶. La politisation propre aux années 1960, perceptible dans chaque parcelle du quotidien des Chiliens et des Chiliennes, résulte de la dynamique de lutte sociale qui émerge du mouvement ouvrier en structuration. La conscience qu'une lutte de classe est à l'œuvre au sein et en dehors des usines, dans un pays où la pauvreté et la malnutrition sont systémiques, fédère la classe ouvrière, le milieu militant et, dans certains cas, la petite paysannerie. Ce dernier secteur est lui aussi extrêmement inégalitaire, divisé entre latifundistes, prolétariat agricole et minorités autochtones historiquement privées de leurs terres (c'est notamment le cas de la communauté Mapuche, marginalisée par la colonisation espagnole et hostile à toute forme de pouvoir centralisé).



Plusieurs syndicats comme la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), fondée en 1953, et partis politiques, comme le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) créé en 1965, participent à cette conscientisation politique en œuvrant auprès des collectifs d'étudiants, des *campamentos* (campements réunissant les pobladores, les pauvres de la ville) et des paysans sans propriété. Les pratiques d'occupation des terres et des usines, les *tomas* et les revendications de réquisitions préalables aux redistributions et aux nationalisations se font de plus en plus nombreuses, plaçant dans un certain embarras les partis légalistes de l'UP, plus encore le PC (très bureaucratique) que le PS⁷.

1. L'obligation scolaire primaire date des années 1920.

2. Pedro Aravena Falcon, *La escuela primera chilena. Sus postulados, sus finalidades específicas*, Temuco, 13 de Junio de 1945, p. 1-12.

3. Teresa Longo, « La réforme éducative sous le régime de Pinochet : histoire d'une expérimentation néo-libérale », *Carrefours de l'éducation*, n°11, 2001, p. 104-119.

4. Malgré le discours d'Allende défendant une revalorisation salariale des enseignants dès l'enseignement primaire, pour beaucoup issus des couches populaires, la réalité des mesures prises ne permet qu'une faible augmentation des salaires.

5. Nous renvoyons au mémoire très fouillé de Carolyne Ménard, *Éducation et politique dans le Chili contemporain (1965-2010) : Regards étatiques et civiques sur les conditions de travail et de vie des enseignants*, Québec, UQAM, 2012.

6. Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 60.

7. L'UP accentuera toutefois les nationalisations du secteur minier (surtout des entreprises de cuivre, majoritairement détenues par des multinationales américaines), avec l'accord du Congrès et donc dans le respect de la Constitution chilienne.



Cette conjoncture montre en quoi une réelle culture de lutte est en pleine croissance dans le Chili pré-UP, à l'instar de plusieurs pays européens qui voient la croissance d'une gauche extra-parlementaire et de syndicats de plus en plus combatifs dans le sillon des révoltes de 1965-1968. Les années 1967 et 1968 sont également celles de la contestation au Chili, avec une multiplication des révoltes étudiantes et des grèves, dont une, historique, de 60 jours organisée par les professeurs revendiquant une augmentation salariale. En outre, la forte attractivité cubaine accentue la polarisation idéologique ; elle sera constamment brandie comme une menace par la droite conservatrice, qui qualifie de « marxiste », de « castriste », voire de « marxiste-léniniste » un pouvoir réformiste, démocratiquement élu, qui ne cessera de respecter la légalité, la Constitution de 1925, et qui n'empruntera à aucun moment la voie des armes ou de l'insurrection.

Il faut noter ici que l'UP et les partis situés à sa gauche ont conscience, dès la fin des années 1960, d'être menacés par un coup d'État et par l'agitation étrangère, ce qui participe à une forme de radicalité anti-impérialiste et anti-capitaliste – tant dans les discours que dans les mesures politiques envisagées, soumises à discussion dans les comités de l'UP (CUP) ou proposées au Congrès. En effet, la succession des ingérences états-uniennes dans les conflits d'Amérique latine n'est pas neuve, comme le démontrent le coup d'État au Guatemala dirigé par la CIA en 1954 et les deux coups d'État de 1964, en Bolivie et au Brésil. La junte militaire bolivienne travaillera de concert avec les États-Unis contre la guérilla mise sur pied par Ernesto Guevara (exécuté par l'armée régulière

bolivienne en 1967 de concert avec la CIA), tandis que le coup d'État au Brésil sera soutenu par l'anticommunisme états-unien et la peur d'une perte d'intérêts économiques sur le continent – la multinationale *International Telephone and Telegraph* (ITT), fortement implantée au Chili et au Brésil, joue d'ailleurs un rôle constant dans le soutien aux dictatures militaires latino-américaines.

Sur le plan culturel, les années 1960 sont propices à la circulation de livres en tout genre, véhiculant des idées politiques nouvelles, notamment révolutionnaires⁸, alors que davantage de Chiliens et de Chiliennes ont accès à la lecture et que la télévision se démocratise, transmettant des contenus culturels très diversifiés mais aussi de nouveaux regards sur le monde. Il faut relever un événement significatif, la création en 1971 par l'UP d'une maison d'édition, Quimantú, et d'une collection *Nosotros los Chilenos* – le nom est une très nette main tendue à la communauté Mapuche et une valorisation des identités populaires multiples (voir infra). Par ailleurs, le film-documentaire *Compañeros* du journaliste belge Raoul Goulard, réalisé en 1972⁹, expose un cas emblématique d'ouvrier particulièrement au fait de la culture marxiste, attentif à la formation culturelle de sa famille et hostile à l'importation du modèle consumériste américain. Il s'agit sans aucun doute du type d'*Homo nuevo* (« Homme nouveau ») tel que l' imagine Allende et que craignent les classes possédantes, à savoir un être souverain, autonome, critique et attentif à la volonté collective¹⁰.

Le programme de l'ENU, préparé lors d'un congrès national réunissant en 1971 des centaines de délégués d'ensei-



gnants élus par des assemblées locales, repose sur la nécessité d'une relation constante entre l'éducation et la vie. Ce programme sera sans cesse attaqué par le journal *El Mercurio*, périodique détenu par le milliardaire Augustin Edwards, soutenu et financé par les États-Unis¹¹, ainsi que par plusieurs groupes idéologiques hostiles à l'UP – de l'extrême droite de *Patria y Libertad* aux catholiques de droite.

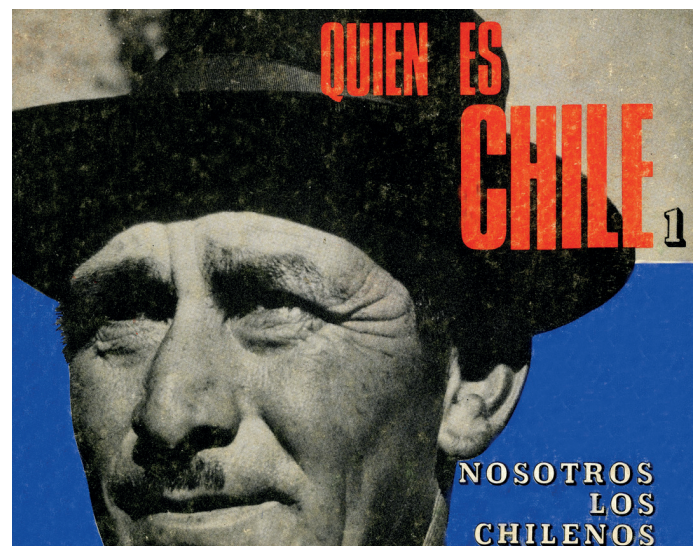
À l'antipode de cette presse bourgeoise, un organe de presse comme *El Rebelde*, journal du MIR, questionne le modèle proposé par l'UP, saluant le projet d'Homme nouveau tout en critiquant le réformisme du gouvernement. Ce parti de la gauche extra-parlementaire ne cessera d'alerter l'UP sur les risques d'un coup d'État militaire et exhortera les militaires légalistes de s'extraire de la hiérarchie militaire au profit d'une milice populaire que le mouvement entend incarner¹². Surtout proche des paysans pauvres, des *pobladores* et de la communauté Mapuche, le MIR ne parviendra jamais à intégrer le mouvement ouvrier comme le PC et le PS – la CUT est un syndicat réformiste proche de ces deux partis, très hostile au syndicalisme révolutionnaire du FTR, syndicat du MIR.

UN PROJET D'ENSEIGNEMENT UNIFIÉ ET UNITAIRE

L'un des grands projets de l'UP est l'unification du système d'enseignement autour d'une conception publique et laïque, dans une hostilité affirmée envers l'école privée et catholique. Contre cette tendance, l'Église catholique et l'opposition de droite invoquent la « liberté d'enseignement », antienne bien connue en Belgique, et défendent la perpétuation des valeurs chrétiennes, supposées au fondement de l'identité chilienne¹³. Autre *doxa* idéologique hostile à l'école publique, l'argumentation de la diminution de la qualité de l'enseignement (le fameux « nivellement par le bas ») se fonde sur une conception classiste et ségrégationniste de celui-ci. En effet, dans les faits, une large majorité de la population – la plus pauvre – n'a pas accès à un enseignement de qualité avant le milieu des années 1960 et la seule fréquentation d'une école secondaire ou supérieure est synonyme d'accroissement des qualifications élémentaires.

La combinaison d'un bagage théorique rigoureux et d'une formation polytechnique prônée par l'ENU repose en outre sur l'idéologie étatiste qui sous-tend le projet économique de l'UP. Celle-ci souhaite en effet développer

Quimantu *Nosotros los Chilenos*



intensément la production des entreprises nationalisées, et donc détenues par l'État chilien, tout en prolongeant au sein de celles-ci l'éducation permanente. La libération de l'ouvrier doit se faire par une libération de son temps de travail, considérée comme une condition préalable à l'instruction quotidienne. Certes, le gouvernement Allende perpétue le discours productiviste, au nom d'une forme de patriotisme économique destiné à glorifier le succès de son entreprise populaire, mais il défend dans le même temps une maîtrise de la part de la classe ouvrière des rênes de la production, de la gestion démocratique de l'entreprise et de sa propre éducation collective. Une opposition discursive s'opère, au sein de la gauche, entre partisans d'un « contrôle ouvrier de la production » (MIR, aile trotskiste du PS et FTR) et « participation des travailleurs » à l'entreprise collective (PC, aile droite du PS et CUT).

8. Michael Löwy étudie, dans un article synthétique à propos de l'histoire du marxisme en Amérique latine, la manière dont une culture politique propre au continent latino-américain se déploie dans la foulée de la révolution cubaine (Michael Löwy, « Le marxisme en Amérique latine de José Carlos Mariátegui aux zapatistes du Chiapas », *Actuel Marx*, n°42, 2007, p. 25-35).

9. Raoul Goulard, *Compañeros*, Bruxelles, RTBF/Sonuma, 1972.

10. Salvador Allende, cité in Longo, *art. cit.*

11. Ce journal symbolise les connivences à l'œuvre entre la très haute bourgeoisie financière, la presse de droite, les agitateurs « fascistes », les États-Unis et l'armée à l'origine du coup d'État. Un autre organe de presse, radiophonique cette fois, *Radio Agricultura*, prépare lui aussi le contexte du coup d'État en affichant un soutien aux forces militaires puis à Pinochet.

12. Le film de Carmen Castillo, *Calle Santa Fe*, montre la confiance d'Allende dans le MIR, qu'il qualifie dans un entretien avec Régis Debray de « *mis compañeros* » (Miguel Littin, *Compañero Presidente*, Chile Films, 1971). Il confiera au mouvement sa garde rapprochée et sera en contact avec lui jusqu'au coup d'État (Carmen Castillo, *Calle Santa Fe*, Paris, Les Films d'ici, 2007). Le MIR continuera sa lutte dans la clandestinité sous la forme d'une guérilla armée, mais il sera progressivement décimé – au moins 800 de ses membres sont torturés, meurent ou disparaissent.

13. La famille joue un rôle central dans la construction de l'identité du pays.



Un enseignement public, gratuit et laïque

On voit ici en quoi le projet éducationnel de l'UP lie l'école au sens strict (la formation élémentaire des jeunes chiliens) et le monde du travail, sans toutefois inféoder le premier au second. Véritable projet sociétal, voire avant-garde de l'école de la vie, l'école publique, laïque et gratuite est un préalable nécessaire, non un conditionnement productiviste, à la vie sociale, économique et politique qui attend les Chiliens et les Chiliennes¹⁴. Le marxisme chilien se distingue du soviétique ou du cubain (ce que ne cesseront de répéter Allende et son gouvernement), en ce qu'il fonde son discours sur l'idéal d'une émancipation tant individuelle que collective et en ce qu'il entend emprunter une voie démocratique et non violente vers le socialisme – c'est aussi ce qui entraînera son échec face à l'organisation des droites qui envisagent le soulèvement armé comme une issue possible à la destitution d'Allende jusqu'à l'effectivité du coup d'État du 11 septembre 1973.

La période durant laquelle l'UP gouverne ne doit cependant pas être lue comme une réalisation intégrale de son ambitieux programme, qui sera sans cesse freiné par la conjoncture sociale et économique et par le *statu quo* défendu par les partis de droite (voire le retour à l'ordre et à un état antérieur à la démocratisation insufflée par le gouvernement précédent de Frei). Franck Gaudichaud, dans un article synthétique extrêmement clair et instructif¹⁵, nuance l'effectivité d'une réalisation du « pouvoir populaire » tel que prôné par l'UP et insiste sur les tensions constantes entre le mouvement des travailleurs et le pouvoir incarné par le gouvernement de 1970 à 1973. Le chercheur montre toutefois que l'élection d'Allende a rendu possible un appel d'air pour les expérimentations et les contestations les plus originales. Syndicats, collectivités ouvrières, groupes étudiants, minorités paysannes et gauche extraparlamentaire

ont vu dans ce contexte d'écoute un terrain d'opportunité politique pour leurs luttes.

Dans les faits, le programme de l'ENU ne sera jamais appliqué, en raison de l'extrême polarisation qui s'opère au cours de l'année 1973 – le projet est présenté au début de l'année mais ne sera pas voté par le Congrès à majorité chrétienne. En 1972, un syndicat est toutefois officiellement reconnu par le gouvernement afin de dialoguer directement avec les professeurs, le Syndicat Unique des Travailleurs de l'Éducation (SUTE). Malgré l'absence de mesure financière et structurelle forte en matière d'enseignement, plusieurs témoignages de professeurs indiquent la très grande fierté d'être reconnus comme fondement de la société chilienne en devenir, d'agir au nom de l'UP et de l'instruction collective. La syndicalisation du corps professoral, sa reconnaissance en tant que ciment de la société nouvelle, la systématisation des bourses ainsi que l'accès de plus en plus grand à l'instruction pour les couches populaires constituent les principales avancées de l'UP en matière éducative.

DES ARTS EN PHASE AVEC LA CRITIQUE SOCIALE

Il est un temps question, en 1969, que le PC propose la candidature de Pablo Neruda à l'élection présidentielle. Si celui-ci se retire au profit d'une alliance des partis de gauche autour d'Allende, le poète chilien n'incarne pas moins l'alliance des arts et de la politique dans un contexte où il semble impossible de créer sans se positionner. Un deuxième exemple, celui de Victor Jara, guitariste et chanteur représentant de la *Nueva canción* chilienne, est symptomatique. Torturé et assassiné dès le début de la



junte militaire pour son soutien avéré à l'UP, il n'aura cessé de militer par la composition et l'interprétation en faveur de l'émancipation du peuple chilien. Son album posthume *Canto por travesura*, censuré par la dictature, est la trace de cet engagement teinté d'une grande ironie. Une artiste comme Violeta Parra avant lui illustre le processus enclenché dès les années 1960, repris ensuite par des collectifs comme Inti-Illimani et Quilapayún¹⁶.

Se développe alors dans une frange politisée de la société chilienne l'idée selon laquelle la culture est la condition nécessaire à l'éducation critique, au rejet de l'idéologie comme pensée a-critique et comme non conscience. Tout comme n'importe quelle culture (en tant qu'hégémonie) peut servir, dans le système capitaliste, à la reproduction d'un ordre social, d'un *statu quo*, la culture populaire naissante au Chili dans les années 1960 permettrait de rompre l'aliénation collective. Il s'agit là d'une lecture somme toute très classique et orthodoxe du marxisme, qui n'impregne pas moins la gauche chilienne et sa culture politique. Nombreux sont les artistes exprimant le désir de libérer l'esprit des masses, d'œuvrer à la démythification et, finalement, de produire une critique permanente du monde social par l'innovation culturelle. Cette critique doit se développer non à partir d'une élite culturelle productrice d'objets consommables, mais de manière autonome, par la pratique spontanée (mains non moins organisée) des masses elles-mêmes. On voit là une convergence avec le projet d'*Homo nuevo* du programme éducationnel de l'ENU soutenu par l'UP.

Cette conception de l'art est à certains égards liée à une définition étroite de la vérité, qui serait visée dans son authenticité par le projet culturel. Contre la fausse conscience et le mensonge créés par l'idéologie au service de la domination bourgeoise, l'art et la culture des nouveaux artistes chiliens renverseraient le prisme per-

ceptif de la réalité au profit d'une conscience critique, autonome et collective. Si cette lecture apparaît quelque peu caricaturale, elle n'offre pas moins une première mise à distance nécessaire à l'éducation politique, destinée à questionner l'évidence des institutions sociales médiées par l'idéologie dominante. C'est également en ce sens qu'il faut comprendre la critique anti-impérialiste et le retour au folklore chilien, suivant un rejet d'une forme de culture occidentale appréhendée comme hétéronome, c'est-à-dire imposée de l'extérieur au peuple chilien par le processus colonial. Ce processus ne se réduit en effet pas à une simple exploitation économique, mais il induit également une contamination idéologique et une hégémonie culturelle extérieures. La difficulté de la critique sociale lucide réside en outre dans l'identification de ce qu'est la « culture populaire ». Tandis que l'industrie culturelle présente comme populaire une culture dite « de masse », produite par un appareil économique planifié et par des médiums de communication détenus par la bourgeoisie, la culture populaire se doit d'être appréhendée dans son authenticité par une classe maîtrisant la création, la discussion et la diffusion des contenus – ce sont les propos d'artistes comme Inti-Illimani, Carlos Maldonado ou d'un sociologue comme Armand Mattelart¹⁷.

Le développement du muralisme chilien, dans la foulée du mouvement mexicain, est emblématique d'une pratique artistique collective. La *Brigada Ramona Parra*, collectif émanant du PC et dont le nom fait référence à une militante tuée lors d'une manifestation en 1946, réalise des fresques murales, rompant de la sorte avec la conception individualiste et cloisonnée des arts et des musées. Cette pratique du muralisme de même que les concerts populaires, les expositions artistiques en plein air ou encore la publicisation démocratique de l'école démontrent la nécessité de recréer un espace commun de vie et d'échange politico-culturel. Comme le soutient Martín Bowen Silva à la suite de Peter Sloterdijk, il s'agit de penser l'affirmation d'une autonomie individuelle par la reconstitution d'espaces collectifs partagés. La recréation de ces espaces collectifs partagés, qui multiplie les possibilités d'une prise de parole populaire, est comme la réponse – sur le plan culturel – à la revalorisation de la parole collective portée par l'UP sur le plan politique.



Tres y Cuatro Alamos - Parque Por la Memoria

14. Le gouvernement de Gabriel Boric (alliance de partis de gauche) a voté en mars 2023 une réforme du code du travail, faisant passer la semaine de travail à 40 heures, contre 48 heures de moyenne en Amérique latine.

15. Franck Gaudichaud, « Quand l'État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Les Cahiers ALHIM*, n°28, 2014.

16. Voir à ce propos l'article de Martín Bowen Silva, « El proyecto sociocultural de la izquierda chilena durante la Unidad Popular. Crítica, verdad e inmunología política », *Nuevo. Mundos nuevos*, 2008.

17. *Ibid.*

CONSTATS CRITIQUES

Plusieurs constats critiques peuvent être dressés à partir de l'étude de l'expérience culturelle, artistique et pédagogique de l'UP chilienne. Premièrement, la conception d'un enseignement strictement gratuit, organisé par l'État, dans une évidente laïcité hostile à l'ingérence religieuse se fonde sur l'idée d'une unification de son organisation : la liberté d'émancipation individuelle et collective des sujets passe par l'organisation d'un seul type d'enseignement accessible à tous et toutes, sans distinction de classe sociale. Les échecs de l'UP, en grande partie induits par la virulence de l'opposition conservatrice et par le maintien d'une économie capitaliste, ne doivent pas cacher l'ambition d'une culture pédagogique renouvelée. Celle-ci accorde une égale importance aux formations polytechnique et humaniste.

On s'étonnera toutefois de la constance d'un discours utilitariste au sein du gouvernement Allende qui souhaite continuer à former des individus productifs – cette *doxa* semble avoir acquis une légitimité en ce premier quart de XXI^e siècle, au vu de l'importance accordée au monde de l'entreprise dans l'enseignement secondaire et, plus encore, supérieur. La réalité du discours productiviste de l'UP doit toutefois être comprise à partir de la conjoncture politique et économique dans laquelle il s'inscrit, celle d'un pays en voie de changement radical (nationalisations, réformes agraires...) et qui veut faire ses preuves – c'est-à-dire maintenir une production économique exemplaire – face à une concurrence privée absolument opposée à la stabilisation de l'expérience.

Deuxièmement, l'extrême valorisation du corps enseignant, l'encouragement de son syndicalisme et l'importance conférée à la transformation du système éducatif (ENU) démontrent tout le capital symbolique dont le pouvoir entend doter la profession. Une réelle culture de l'école se crée, qui n'est malheureusement pas suivie d'une revalorisation par l'acquisition d'un capital économique, c'est-à-dire salarial. Outre les enseignants, de nombreux témoignages de personnes issues des couches populaires insistent sur le sentiment de dignité que leur offre l'UP, en donnant une visibilité et une subjectivité politique aux plus pauvres – c'est en ce sens qu'il faut comprendre le titre de l'excellent roman graphique de Désirée et Alain Frappier, *Le Temps des humbles*¹⁸. Cette transformation culturelle des mentalités éducatives se pense également au travers des arts, dont le muralisme, la nouvelle chanson, la poésie, mais aussi le théâtre et le cinéma populaires sont les fondements. On a vu en quoi le renversement idéolo-

Un mural de la Brigade Ramona Parra



gique passait par un changement d'hégémonie et par un déploiement de la critique sociale autonome et collective.

Cette mise en questionnement des cultures populaires, contre l'apparente unification de la culture dite « de masse » ou de la sacro-sainte culture chrétienne, offre une place centrale à l'altérité dans la constitution des multiples identités – preuve en sont la création de la maison d'édition Quimantú et le respect de la communauté Mapuche, identité populaire parmi de nombreuses autres. Une réalisation de cette altérité s'observe au sein de l'UP elle-même qui rassemble des partis qui ne s'accordent pas toujours entre eux, de tradition très différente, également ouverts à la critique extra-parlementaire (celle des syndicats, des mouvements ouvriers, des paysans et du MIR).

Enfin, le discours politique de l'UP peut paraître à de nombreux égards daté par le recours à une certaine grille d'analyse marxisante. Les idées d'Homme nouveau, de voie pacifiste vers le socialisme, de « pouvoir populaire », de culture et d'éducation publiques et collectives peuvent sembler en inadéquation avec la société des années 2020. Il convient de s'interroger sur cette apparence d'inadéquation. Elle dissimule une victoire idéologique, celle des politiques économiques, culturelles et pédagogiques testées par la junte militaire de Pinochet et les Chicago Boys, où l'État s'est vu réduit à peu de chagrin, avant d'être importées sur le continent européen.

Thomas FRANCK, Maître de conférences en Didactique du français à l'Université du Luxembourg et Chargé de recherche (La Cité Miroir).

18. Désirée et Alain Frappier, *Le Temps des humbles*, Paris, Steinkis, 2020.



BRIGADAS RAMONA PARRA

JUVENTUDES COMUNISTAS DE CHILE



MUSEO DE ARTE CONTEMPORANEO
QUINTA NORMAL ★ 20 ABRIL ★ 20 MAYO ★ 1971

